



## **Un ministre sur tous les fronts, des annonces à foison, avec une réalité budgétaire bien triste ...**

### **l'Éducation n'est plus la priorité du gouvernement !**

Le verdict est tombé, le gouvernement a fait le choix de rompre avec l'investissement dans l'éducation. Si le budget reste le premier de la nation, une politique de forte réduction de postes débutera en 2019. L'Éducation contribuera pour 40 % aux 4 500 emplois supprimés dans la Fonction publique d'État :

- - 1 800 postes dans l'Éducation nationale
- - 50 postes dans l'enseignement agricole, soit proportionnellement une suppression similaire à celle de l'Éducation Nationale !
- - 1 600 envisagés, sur le quinquennat, dans le champ Jeunesse et Sport, ce qui représente la moitié des postes de ce ministère !

**L'UNSA Education dénonce la coupe est franche et nette, et l'Enseignement Supérieur n'est pas préservé.** L'augmentation de son budget est en trompe l'œil : les 500 millions d'euros seront insuffisants au regard des moyens nécessaires pour relever les défis auxquels nous sommes confrontés comme l'accompagnement des étudiants, l'ouverture des places nécessaires et la reconnaissance des personnels.

Pour l'Éducation nationale, comment peut-on avoir des conditions d'accueil décentes pour les enfants, les personnels, les parents avec 400 suppressions de postes d'administratifs ? Comment peut-on avoir des conditions d'accueil respectant les élèves, dans les collèges et lycées, alors qu'il y a une forte augmentation démographique, en supprimant 2450 postes ? Comment peut-on opposer à ces suppressions une augmentation de postes dans le premier degré alors qu'ils seront insuffisants pour couvrir seulement le dédoublement nécessaire en REP et REP+ ?

Ce budget marque symboliquement une rupture dans la politique gouvernementale. ***L'Éducation de la jeunesse n'est plus aujourd'hui la priorité et c'est sans compter sur la souffrance au travail qui est grandissante, l'actualité le rappelant chaque jour.***

Au même moment, le ministre dévoile un projet de loi pour lequel l'UNSA Education et l'ensemble de la communauté éducative a marqué sa forte opposition.

**C'est pourquoi nous sommes tous rassemblés aujourd'hui, lundi 12 novembre 2018. Nous montrons notre opposition aux choix budgétaires proposés et nous demandons au gouvernement un autre budget pour l'enseignement scolaire public et pour une politique éducative à l'écoute des personnels.**